



**Arrêté portant réglementation de la circulation et
du stationnement
rue du Général Leclerc**

Arrêté provisoire n° 131/22

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ÉPERNON

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

VU le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code Pénal ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

VU la demande formulée par la société L'OFFICIEL DU DEMENAGEMENT – 5 Impasse de la Lande – BP 98822 – 44188 NANTES CEDEX 4 par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement 5 rue du Général Leclerc pour cause de déménagement ;

Considérant que pour permettre l'exécution de cette demande, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

A R R E T E :

=====

ARTICLE 1 : La société L'OFFICIEL DU DEMENAGEMENT est autorisée à occuper le domaine public.

ARTICLE 2 :

Le véhicule de déménagement sera autorisé à stationner sur 2 places face au n°5 de la rue du Général Leclerc.





Mardi 12 Juillet 2022

ARTICLE 3 : La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par la société, à sa charge et sous sa responsabilité. Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- M. le responsable du service de la Police Municipale,
- M. le commandant de la Brigade de gendarmerie de MAINTENON,
- La société L'OFFICIEL DU DEMENAGEMENT.

Date de publication en ligne : 5/07/2022

Auteur : François BELHOMME - Maire

Fait à Epernon, le 1^{er} Juillet 2022

PAR DÉLÉGATION DU MAIRE
Par délégation du Maire
Adjoint aux travaux,
Environnement et développement durable
L'Adjoint au Maire
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'adjoint au maire chargé des travaux

Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et

à la gestion du domaine public

Service communication

Sictom de Rambouillet